

LES CONSULTATIONS ÉLECTORALES DU MAROC : LE CAS DU SOUS

Pour la première fois depuis 1963 les principaux partis d'opposition décident de participer aux élections. Il s'agit d'une participation « conditionnelle » déclare Maître Bouabid, secrétaire général de l'Union Socialiste des Forces Populaires. Nous estimons que le climat s'est suffisamment amélioré pour que les élections puissent se dérouler dans de bonnes conditions. Des mesures positives ont été prises et nous pouvons espérer que les pratiques frauduleuses du passé seront abandonnées. S'il apparaissait que le scrutin a été faussé par des interventions abusives de l'Administration, nous serions amenés à réviser notre position ».

Ces déclarations ont alimenté la une d'*Al Mouharrir* durant toute l'année soixante seize. Dès lors il semble légitime de se poser un certain nombre de questions quant à l'opportunité de ce leit-motiv. S'agissait-il de convaincre l'opinion extérieure, à la fois les opposants irréductibles et les organisations étrangères qui doutent du « processus de démocratisation » ? Était-ce un simple optimisme de commande ? ou plutôt une nécessaire mise au point réclamée par les incessants remous qui secouent la base du parti ?

Nous verrons tout au long de notre approche du cas du Sous que l'attitude de la direction de l'USFP répond à ces trois interrogations dans la région soussie. Participer ou boycotter, telle sera la toile de fond qui présidera au scrutin dans le Sous. Nous remarquerons que le point culminant du conflit entre la base et le sommet sera atteint par la surprenante décision de M. Bouabid de se présenter lui-même devant les électeurs d'Agadir.

Si nous semblons réduire le scrutin dans le Sous à une seule force : l'USFP, c'est qu'il semblerait que ce parti est véritablement dominant dans cette région. Dès les premières années de l'indépendance, les commerçants chleuhs de Casablanca se détachent du parti de l'Istiqlal derrière lequel ils ressentent trop souvent la présence de leurs concurrents fassis. Ils accusent ces derniers d'utiliser les facilités du pouvoir pour assurer l'expansion de leurs affaires. Le soutien que les chleuhs apportent à l'UNFP, lors de sa création, est décisif. Ils entraînent avec eux les bases arrières de l'émigration casablancaise que sont les provinces d'Agadir et de Ouarzazate(1). Le glas semble donc avoir définitivement sonné pour l'Istiqlal

(1) R. LEVEAU, *Le fellah marocain, défenseur du trône.*

dans le Sous. Quant au PPS de M. Ali Yata, il n'a jamais pu réunir des troupes capables de peser sur une consultation dans une région où les facteurs idéologiques et les cohésions partisans sont terriblement réduits.

Sans vouloir minimiser outre mesure les potentialités des autres organisations politiques nous avancerons avec la plus grande prudence l'hypothèse suivante : deux forces principales retiennent l'attention dans le Sous :

— l'USFP, forte de ses acquis des législatives de 1963 et des communales de 1960 et réputée détenir des bastions imprenables dans les provinces soussies;

— les indépendants qui pèchent par une quasi absence de structure et qui n'ont aucun acquis sérieux a priori à mettre à leur actif contre un adversaire apparemment bien structuré, organisé et discipliné.

L'enjeu est pour les uns et les autres à la mesure de l'agitation fébrile qui a présidé à la consultation. La résultante de ces deux forces antagonistes aura un impact déterminant sur la vie politique marocaine, dans la mesure où elle engendrerait un nouveau paramètre.

Nos enquêtes sur le terrain nous ont amené à percevoir l'existence d'une relation directe entre les communales et les législatives dans le Sous. Nous tenterons de le démontrer tout au long de notre contribution.

I. — LES COMMUNALES

A. — LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE.

Le contexte général dans lequel s'inscrit ce scrutin est évidemment celui de l'unité nationale autour de la question du Sahara. Pour la direction de l'USFP, la libération du Sahara devrait avoir comme corollaire la démocratie politique, économique et sociale. La direction du Parti contacte les différentes fédérations pour qu'elles se prononcent sur l'option démocratique en insistant sur « le climat nouveau et les preuves de bonne volonté traduites à la fois dans les discours et dans la charte communale ». Ces promesses et mesures ne semblent pas avoir convaincu les militants soussis qui se prononcent dans leurs rapports contre la participation électorale arguant des faits suivants : « nos amis sont en prison ou en exil, ceux qui nous assujettissent sont les mêmes; pour nous le fait véritablement nouveau serait de changer les responsables (entendez les autorités locales) qui ne semblent être ici où là que pour nous opprimer et nous combattre ». Les responsables ajoutent avec une amertume à peine voilée : « le Parti a décidé de participer puisque tel était l'avis de la majorité des fédérations. Par discipline, nous avons accepté de participer malgré les réserves émises par les candidats pressentis ».

Si du côté de l'USFP régionale la recherche d'éventuels candidats était laborieuse, on ne peut pas en dire autant des indépendants qui au contraire étaient en surnombre.

Les élections municipales vont montrer la carence des indépendants, non sur le plan du nombre mais sur celui de l'organisation et de la tactique électorale. Inorganisés, nombreux (parfois 16 pour une même circonscription) et souvent concurrents, les indépendants se barraient le chemin et se refusaient à tout désistement mutuel. L'administration régionale, aussi paradoxal que cela puisse paraître, loin de freiner la multiplication effrénée des candidatures, y a, au contraire, largement contribué. Chaque agent d'autorité, qu'il soit gouverneur ou caïd, œuvrait surtout à placer des hommes dignes de sa confiance. A chacun de se donner les moyens susceptibles d'obtenir la victoire pour son protégé, tel était en tout cas le sentiment des témoins oculaires. Certains indépendants, élus et battus nous ont confirmé ces faits.

Sans entrer dans les détails, nous remarquons que les bavures et les conflits n'ont pas manqué du côté opposition. Les candidats malheureux du Parti du Progrès et du socialisme de M. Yata nous ont fait état de « pressions » de toutes sortes émanant des candidats des « camarades de l'USFP ». La cité d'Amsernat, quartier très peuplé où sont entassés des milliers d'habitants dans de vétustes baraques depuis le tremblement de terre de 1960 a été le champ de plusieurs batailles rangées entre les troupes de l'opposition. Les candidats de l'Istiqlal et du PPS ont fait les frais de ces violences. « Notre Parti est le seul représentant légitime des masses populaires » est un slogan bien connu dans l'ensemble du pays et il suffirait de consulter la presse de l'opposition pour se rendre compte des violences verbales qui aboutissent à des violences physiques (assassinats). *Al Mouharrir* et *Al Alam*, respectivement organes de l'USFP et de l'Istiqlal, ont largement ouvert leurs colonnes à ces incidents en s'accusant mutuellement d'en être à l'origine.

Dans l'ensemble soussi les candidats sont relativement jeunes, en majorité enseignants, instituteurs en grand nombre et quelques professeurs pour l'USFP; infirmiers ou agents de la santé publique pour le PPS et enseignants, fonctionnaire et jeunes et moins jeunes chefs d'entreprises pour les indépendants.

A Taroudant, l'USFP a présenté 9 enseignants, 4 agriculteurs, 1 agent des postes en retraite, 6 artisans et 3 commerçants (2).

A Oulad Taïma nous trouvons également une liste à dominante instituteurs; il en est de même pour Ifni, ancienne enclave espagnole, où la liste est composée de 9 instituteurs, 4 commerçants, 1 artisan et 1 boucher (3).

Il en est de même pour Lakhsas : 5 instituteurs, 1 commerçant, 1 paysan. Dans la commune d'Aït Melloul qui a été le théâtre d'incidents violents en été 1976 entre manifestants paysans et forces de l'ordre (4), les inquiétudes et les réserves des militants et des adhérents USFP étaient telles que la

(2) *Al Mouharrir*, n° 773, 3/11/76.

(3) *Al Mouharrir*, n° 770, 31/10/76 et n° 781, 11/11/76.

(4) « A Aït Melloul, près d'Agadir, les services des Eaux et Forêts ont voulu expulser des paysans. Ceux-ci ont manifesté. Ils ont arrêté la circulation sur la route Taroudant-Agadir. Ils s'en sont pris au caïd qui s'est retrouvé en clinique. La gendarmerie est intervenue et certains des paysans ont depuis disparu ». D. JUNQUA, *Croissance des Jeunes Nations*, n° 178, décembre 1976.

participation au scrutin apparaissait comme une simple « occasion de se réorganiser et de diffuser des idées ». Figurent sur la liste 5 instituteurs, 2 chauffeurs, 1 commerçant et 1 artisan. C'est la seule commune rurale où la représentation paysanne est absente des listes USFP.

Par contre dans la majeure partie des communes rurales l'USFP a fait de son mieux pour que la représentation paysanne soit la plus large possible.

Dans les communes d'El Koudia, El Kfifat, El Guerdane, il présente 7 paysans sur 7. A Biougra 6 paysans sont candidats pour 2 instituteurs seulement. A Foum Lahcen, ancienne base de l'Armée de Libération du Sud, zone frontalière et axe commercial nous trouvons 5 paysans, 4 commerçants et l'Imam de la mosquée.

Dans la circonscription de Tikiouine, essentiellement rurale pourtant, sur 14 candidats, il n'y a que 5 paysans. Le reste se répartit comme suit : 2 ouvriers, 2 instituteurs, 1 directeur d'école, 1 représentant de commerce, 1 fonctionnaire et 1 sans profession.

Tan-Tan, ancienne zone franche aux activités essentiellement commerciales, comporte une liste beaucoup plus conforme à la réalité locale. Sur 16 candidats on trouve 12 commerçants, 2 fonctionnaires, 1 retraité et 1 maître d'école coranique.

La campagne électorale a été marquée par de nombreux incidents dans l'ensemble du Sous, surtout en milieu rural où les interventions des autorités locales ont suscité de nombreuses protestations auprès des gouverneurs. Dans certaines villes, Taroudant et Agadir notamment, les violations ont dépassé le seuil tolérable. Les responsables de la Fédération USFP du Sous ont présenté une requête au gouverneur de la province d'Agadir qui s'est engagé à veiller lui-même sur le bon déroulement du scrutin.

A Taroudant et Agadir, deux importantes municipalités très convoitées, la campagne était essentiellement axée sur la gestion des élus sortants. Il faut reconnaître que la tâche des différents candidats, indépendants ou usefpéistes, était d'autant plus facile que les sortants avaient trempé dans de sombres histoires de terrains des sinistrés revendus avec la complicité d'Oufkir et d'autres non moins importants personnages de l'Etat. En outre, le président sortant, candidat à Anza, autre quartier où croupissent dans des conditions lamentables des sinistrés de 1960, avait la partie difficile devant un jeune professeur de philosophie, de condition modeste, ancien de l'école normale supérieure et suffisamment aguerri à la dialectique. Censeur du Lycée d'Agadir, le candidat USFP bénéficiait de la sympathie de tous, enseignants, élèves et parents. Des facteurs ethniques beaucoup plus qu'idéologiques le prédisposaient à compter sur la faveur des électeurs.

B. — LES RÉSULTATS

Dans l'ensemble, les résultats ont été partout contestés par l'opposition. *Al Mouharrir* fait état de nombreuses irrégularités dans le Sous où les autorités donnaient l'impression de jouer leur tête si les résultats leur

étaient défavorables. Pourtant, dans la plupart des cas, ils portent une part non négligeable de responsabilité dans l'échec de leurs protégés.

TABLEAU 1
Résultats dans les communes urbaines

Municipalités	Habitants	Nombre de sièges	élus USFP	% en sièges	Présidence
Agadir	76 500	31	26	83,7	USFP
Inezgane	15 000	11	10	90,9	USFP
Taroudant	25 500	23	10	43,48	Indép.
Tiznit	14 500	11	4	36,36	Indép.
Ifni	17 500	15	12	80	USFP

La première constatation qui se dégage de ce tableau c'est l'écrasante victoire de l'USFP dans les villes côtières comme Agadir, Ifni et Inezgane située à l'embouchure de l'Oued Sous. Par contre, dans les cités de l'arrière-pays, les indépendants ont remporté la consultation. D'après les responsables locaux du parti, le nombre réel d'élus serait supérieur à celui qui a été annoncé officiellement. Si dans certains cas les allégations de l'USFP paraissent exagérées, le cas de Taroudant, de l'avis même des indépendants, est litigieux. Les autorités locales ne semblent avoir respecté ni l'esprit ni la lettre du discours royal. « Dans plusieurs bureaux de vote », nous ont déclaré les responsables de la section de Taroudant, « les représentants du parti n'ont pas été associés aux opérations de dépouillement. A minuit

TABLEAU 2
Résultats par circonscription administrative dans les trois provinces

1 — Province d'Agadir	Centre Administratif	Nbre de communes rurales	Nbre d'élus USFP ou apparentés
	Biougra	12	17
	Inezgane	5	21
	Ighrem	10	0
	Oulad Taima	11	12
	Taroudant	15	13
Total		53	63
2 — Province de Tiznit	Afa	3	13
	Bouizakam	7	12
	Aïn Baamrane	?	?
	Tafraout	12	2
	Tiznit	7	20
Total		29	41
3 — Province de Tan-Tan	Goulimine	8	18

quinze seulement ont été proclamés les résultats définitifs avec six élus en moins pour nous. Après le 12 novembre, plusieurs jeunes militants ont été arrêtés et ont eu la tête rasée. Nous avons contacté le gouverneur qui a promis une enquête ». Les abus des autorités étaient tels que des conflits n'ont pas manqué de se transformer en guerre ouverte avec les responsables de la sûreté. L'officier de police, chef du centre autonome de Taroudant ayant refusé de « collaborer avec le Pacha et l'énergique khalifa, est suspendu. Ceux qui fondaient beaucoup d'espoir dans le « processus démocratique » du Maroc nouveau ont été déçus. « C'est pour cela que nous n'avons pas participé aux consultations qui ont suivi les communales ».

Comparés aux communales de 1963, les résultats de l'USFP enregistrent un progrès certain. Elle est représentée dans la quasi totalité des communes alors qu'elle n'avait arraché que 13 sièges en 1963. D'autre part, le tableau récapitulatif le montre bien, la tendance générale dans le Sous reste conforme à la réalité nationale : le monde rural échappe encore à l'influence des partis malgré l'intermède conjoncturel des années soixante. La position apparemment dominante dans les municipalités d'Agadir, d'Inezgane et de Tiznit n'est due qu'à la loi de la majorité relative dans un scrutin uninominal à un tour. L'élection très serrée et l'éparpillement des voix sur les nombreux candidats indépendants ont faussé les résultats. Cet éparpillement a tantôt bénéficié aux indépendants, tantôt favorisé l'USFP. Kassimi, indépendant est élu avec seulement trois voix de plus que son adversaire Afa (USFP). Madame Lekrouni, indépendante, n'a été battue que par sept voix d'écart par l'usfpéiste. Dans la quasi totalité des cas, l'élection a été emportée à la majorité relative (entre 14 et 16 % des voix). L'administration locale n'a pas réussi à canaliser et à maîtriser l'inflation des candidatures indépendantes dans un contexte différent de celui des premières parlementaires. En 1963, seuls étaient candidats FDIC ceux qui avaient l'investiture du parti de M. Guédira. Aujourd'hui le qualificatif « indépendant » a donné lieu à de curieuses manœuvres de part et d'autre. Il y avait des indépendants soutenus par le pacha, d'autres poussés par le gouverneur ou encore utilisant cette étiquette pour ne pas dévoiler leur sympathie pour l'USFP. M. Bouadid n'a-t-il pas déclaré devant tous les responsables locaux du parti qu'il existait parmi les indépendants des élus dont l'éthique politique n'était pas si éloignée de celle de son parti ?

TABLEAU 3
Récapitulation de l'ensemble des résultats

Provinces	Municipalités				Cercles autonomes				Communes rurales			
	Nbre de communes	Nbre de conseillers	Sièges USFP	%	Nbre d communes	Nbre de conseillers	Sièges USFP	%	Nbre d communes	Nbre de conseillers	Sièges USFP	%
Agadir	2	42	35	83,33	1	23	10	43,48	54	754	69	9,15
Tan-Tan	0	0	—	—	0	0	—	—	8	102	17	10,66
Tiznit	1	15	12	80,00	1	11	4	36,36	33	405	47	11,60

Les responsables administratifs de la Province vont s'employer après coup à réduire par tous les moyens le nombre de conseillers USFP. D'où le lancement de vastes enquêtes à posteriori sur la personnalité des élus à la recherche d'éventuels vices de fond ou de forme permettant l'annulation de l'élection.

C. — LES RECOURS

90 % des recours auraient été présentés par des candidats poussés par les autorités locales qui seraient à l'origine du modèle ronéoté figurant dans la plupart des dossiers « litigieux ». La Justice devait se prononcer en un mois, délai légal, sur pas moins de 218 recours. Sa tâche sera d'autant plus difficile qu'elle était prise dans l'engrenage de deux pressions contradictoires : d'un côté, les incessantes interventions de l'autorité supérieure de la Province souhaitant quelques annulations, de l'autre les fermes instructions du ministre de la Justice insistant sur la stricte neutralité des juges. La Cour, couverte par la note circulaire ministérielle, va prononcer un certain nombre de jugements en faveur de l'USFP et qui sont tous confirmés par la Cour Suprême (5).

(5) Cas d'espèce :

a) GAHMOU Lahcen (USFP) contre BEN SALAH Moamed ben Mahjoub (indépendant), circonscription n° 16 à Sidi Bibi (Biougra). Trois membres du bureau de vote confirment les faits : « Nous avons signé dans le bureau du Caïd en faveur de BEN SALAH. En réalité c'est le candidat USFP qui a obtenu la majorité. »

b) MAKOURI Mokhtar (USFP) contre ROCHDI Slimane (indépendant), circonscription n° 4 à Sidi Bibi (Biougra). Le président du bureau de vote fait signer en blanc les autres membres et les évacue de 13 heures à 15 heures. A 18 heures, il s'est révélé que le scrutin était favorable à MAKOURI. Les résultats ne seront donnés que le lendemain mais falsifiés. Les membres du bureau confirment.

c) ACHABOUN Ahmed (USFP) contre QARIR Hmidou (indépendant) à Taroudant. ACHABOUN déclare que les procès-verbaux ont été signés à 7 h du matin et les bulletins brûlés. Le président du bureau déclare QARIR élu avec 146 voix contre 142 pour son adversaire. Les membres du bureau de vote, reconnaissent avoir signé 3 feuilles blanches à 15 h 30. Un membre du bureau de vote a reconnu les faits. « Les autres n'ont pas osé ». Insuffisant pour motiver l'annulation.

d) OULTITI (USFP) contre SALMI (indépendant) à Taroudant. Le jour du scrutin M. SALMI aurait lui-même félicité son concurrent. Mais la nuit portant conseil, le lendemain des résultats différents de ceux de la veille sont proclamés. Tous les membres du bureau de vote confirment les faits.

e) ABENNAR Ahmed (USFP) contre ABIA (Mohamed ben Hadj (indépendant), circonscription n° 9 à Biougra. Les membres du bureau déclarent que les résultats n'avaient pas été proclamés dans la circonscription de vote, le président a assuré tout seul le dépouillement. Par contre il leur a fait signer le procès-verbal en blanc en leur disant que c'était l'acte justifiant leur présence.

f) JESSANI Omar (USFP) (220 voix) contre DHAFIR Mbark (indépendant) (4 voix), circonscription n° 12 à Sidi Bibi. C'est DHAFIR qui est déclaré élu. Les autorités ont demandé aux membres du bureau de signer une feuille blanche signifiant la clôture du scrutin. Mais, coup de théâtre, M. DHAFIR déclare en audience publique qu'il n'était pas élu. « Je n'ai obtenu que 4 voix, d'ailleurs j'ai moi-même voté pour JESSANI ». Interrogé par la Cour sur les motivations de son vote il a répondu : « je suis paysan et ma seule fortune c'est mon tracteur. Je savais bien que les gens de la tribu qui sont mes seuls clients ne voulaient pas voter pour moi. Pour ne pas être de reste, j'ai voté comme eux pour JESSANI ». Mais pourquoi t'es-tu quand même présenté, demande la Cour ? C'est le caïd qui m'a dit de le faire ». Embarrassée la Cour propose à M. DHAFIR une suspension de l'audience pour lui permettre de bien réfléchir et peser les termes de sa surprenante affirmation, ce qu'il refuse en disant : « j'ai bien réfléchi, d'ailleurs j'ai préparé une déclaration écrite à l'intention de la Cour ».

Les réactions de l'administration locale seront de deux types :

- directe, en obtenant la destitution du président du conseil municipal d'Agadir;
- indirecte, en laissant peser de graves soupçons sur certains juges.

a) *La destitution de Naït Lachgar.*

Abdallah Naït Lachgar, ingénieur statisticien, est élu en présence des autorités à la tête du conseil municipal d'Agadir. Convoqué par le gouverneur auquel il remet à sa demande l'arrêté notifiant sa candidature pour « rectification », Naït Lachgar apprend le lendemain par la presse sa destitution de sa qualité de président du conseil municipal par le gouverneur et sa radiation des listes électorales pour condamnation pénale. Impliqué dans l'affaire de mars 1973, Naït Lachgar avait été condamné à six mois de prison et 500 DH d'amende.

b) *Les pressions sur la justice.*

L'administration locale, mise en cause publiquement et dépitée par la prise en considération des recours intentés par l'USFP, va engager une véritable campagne de dénigrement contre le corps de la justice en général et son président en particulier. Deux fonctionnaires dont le chef greffier, accusés de sympathie à l'égard du Front Polisario auraient été arrêtés et gardés à vue 22 jours durant (6). Un juge aurait été brutalement malmené en plein jour dans un quartier populaire sans susciter la moindre réaction des autorités. Devant l'émotion générale et la désapprobation du corps de la justice et du barreau qui a protesté officiellement dans un communiqué de presse, le président du tribunal de première instance serait intervenu auprès de son ministre pour demander l'ouverture d'une enquête sur la nature des rapports entre l'administration et la justice. De l'autre côté, l'administration aurait obtenu la désignation d'un juge plus enclin à prononcer des jugements favorables aux indépendants. C'est ainsi que l'administration obtiendra l'annulation de cinq élections à Agadir, dont celles du président interimaire du conseil municipal d'Agadir, M. Radi, et de ses quatre adjoints.

La relation de tous ces faits et incidents par la presse nationale a encouragé les enquêteurs à faire preuve d'impartialité et de vigilance. L'administration ne cherchait en fait qu'à se disculper de son échec aux municipales en accusant les juges de nourrir une certaine sympathie pour l'USFP. Les deux membres du tribunal arrêtés sont relaxés et ont repris leurs fonctions. Le président du tribunal est maintenu dans ses fonctions et le gouverneur sera muté à Tanger après les législatives couronnées pourtant par la victoire des indépendants. Le président du conseil d'Agadir par intérim et les quatre vice-présidents frappés de nullité par la cour de première instance sont toujours en fonction à la tête de la municipalité d'Agadir, la Cour Suprême n'ayant toujours pas statué sur leurs cas... deux ans après leur appel.

(6) Du 28 mai 1977 à minuit au 20 juin 1977.

II. — LES LÉGISLATIVES

Engagée dans un processus dont elle n'a apparemment pas la maîtrise, la direction de l'USFP (7) va se trouver confrontée à de sérieuses difficultés internes. Ce n'est pas le nombre de sièges qui nous intéresse dira-t-elle, mais l'impact de notre action sur les masses populaires, la preuve éclatante que nous sommes la seule force d'opposition dans ce pays. Deux semaines après le scrutin du 12 novembre, c'est donc l'heure « du bilan, de l'analyse et des déductions ». « La réunion du Comité Central de notre parti répond grandement à cette nécessité. Mais elle est aussi et surtout *une réponse aux coups de théâtre que nous ont réservés les adversaires de la démocratie* ». C'est nous qui soulignons. Le Bureau Politique qui est à l'initiative de cette importante manifestation va d'emblée orienter les débats sur « deux problèmes fondamentaux qui préoccupent nos compatriotes :

- 1) Mettre la première consultation électorale dans son propre cadre;
- 2) préciser et dégager les grands axes de l'activité du Parti concernant les *étapes futures du calendrier électoral* ». La direction met l'accent sur l'irréversibilité de la dynamique démocratique en affirmant que « l'option démocratique est un choix populaire, un engagement national et international ».

Quelle est la nature de ces crises internes ? Comment les sections du Sous qui, rappelons-le, avaient déjà émis de sérieuses réserves quant à leur participation à la première étape du processus, vont-elles se comporter dans « les phases ultérieures de la mise en place d'institutions représentatives ? ».

Le 12 décembre 1976, le conseil régional des provinces d'Agadir, Tiznit et Tarfaya se réunit et arrête sa position en ces termes : « la classe exploitée aidée de certains éléments de l'administration locale a employé tous les moyens pour faire échouer l'expérience comme elle l'a fait par le passé. Ni le discours royal du 8 juillet ni les autres qui ont suivi n'ont été pris en considération. Les masses ont suivi avec attention les audiences des 6, 7, 8, 9 et 10 au tribunal de première instance d'Agadir et ont écouté les témoignages accablants de nombreux membres de bureaux de vote. Le Conseil Régional demande que des mesures rapides soient prises à l'encontre de ceux qui ont contrevenu à l'esprit des discours royaux. Les masses populaires deshéritées qui fondaient de grands espoirs sur l'édification du Maroc Nouveau, considèrent avec réserve, doute et circonspection les élections prochaines. Elles attendent avec insistance que des garanties suffisantes soient données et imposées à l'administration ». Ce communiqué traduit bien les préoccupations et le désarroi de la base qui voit sa direction mettre la charrue devant les bœufs. Les inquiétudes et les réserves sont réelles : « Nous savons que la répression généralisée peut reprendre à tout

(7) Pour plus de détail, voir *Al Mouharrir* n° 797 du 30/11/76 qui rend compte des travaux du Comité Central.

moment ». Dans une motion relative aux détenus et aux exilés politiques, le Conseil Régional réitère la demande du parti pour qu'une amnistie générale sans exclusive soit décrétée ». Le Conseil insiste sur le caractère fondamental de cette mesure (8).

Cette remise en question aura comme corollaire la non participation des sections du Sous aux élections professionnelles. C'est une décision, on s'en doute, qui sera lourde de conséquence, par ses implications nationales. L'oscillement du parti tantôt à gauche tantôt à droite trouve son explication dans les tentatives d'approche du pouvoir. Cette duplicité et ce jeu subtil de la petite bourgeoisie démontrent bien que les apparences sont le contraire de la réalité. En apparence le discours tenu par le parti est révolutionnaire, en réalité il est réformiste et économiste au même titre que les autres. Après avoir longtemps entretenu des contradictions artificielles le parti va se trouver confronté à ses véritables contradictions après les décisions du 30 juillet 1972. Cette même « disparition au sein du parti de tout débat permettant aux militants de base d'exercer leur droit de critique et d'exprimer leur point de vue sur les différentes questions et décisions intéressant aussi bien l'organisation que l'orientation de leur parti (9) » qui a justifié entre autres la scission de 1972, est de nouveau ressentie à la base dans le Sous et ailleurs paraît-il. En tout cas un vent de fronde souffle dans les rangs des sections du Sous.

A — LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE.

La suite du processus ne présente qu'un intérêt secondaire dans la mesure où les indépendants avaient le champ libre dans l'ensemble du Sous. Les militants de base USFP ont catégoriquement refusé de cautionner « une consultation qui n'avait de démocratique que le nom » (Scrutin indirect).

Les indépendants, forts des leçons des municipales, vont unir leurs efforts, réduire leurs contradictions secondaires et replacer l'élection dans son véritable cadre : le Sous. Le choix des candidatures sera déterminé par cette « nécessaire et suffisante donnée ».

L'Istiqlal et le PPS présentent des candidats dans la quasi totalité des circonscriptions sans grand espoir, il faut le reconnaître. La sacralisation du vote chez M. Ali Yata n'est plus à démontrer (10).

Quant aux sections USFP du Sous, elles ne se prononcent toujours pas. La direction pour qui l'ouverture « est une question de principe » choisit comme par le passé « la discussion secrète avec le Palais ». C'est précisément ce que contestent les militants. La contradiction permanente

(8) *Al Mouharrir* n° 814 du 21/12/76 publie la copie intégrale du communiqué du Conseil Régional.

(9) Motion relative à la direction de l'Union nationale des forces populaires.

(10) Dans un article dans *Al Moukafih* du 4 juillet 1964, M. YATA, Secrétaire général de l'ex-PCM, incitait « les forces démocratiques, progressistes et patriotes », à coordonner leurs efforts et surtout à voter. L'UNFP avait décidé le boycottage le 12 juillet suivi de l'Istiqlal le 24. C'était aux Communales de 1964.

entre l'INTENTION et l'ACTION constitue la principale faiblesse du parti de M. Bouabid. Un exemple : *AL Mouharir* publie un document inédit signé par Mehdi Ben Barka, alors secrétaire à l'organisation, se rapportant aux négociations entre Mohammed V et l'UNFP sur le premier projet de charte communale. Ce document précisait en termes très clairs les conditions de la participation du jeune parti aux communales de 1960, et surtout donnait à la base le contenu des discussions et les gages accordés, mais réservait sa réponse à celle de l'ensemble du parti à travers toutes ses instances. Dès lors pourquoi publier un tel document aujourd'hui alors que le parti prend des décisions qualifiées de « graves » sans consulter la base (participation et nomination de Bouabid au poste de Ministre d'Etat) ? Comment concilier les déclarations contradictoires faites par la même personne à la fois leader d'un mouvement d'opposition et ministre d'Etat ? La liste des contradictions n'est hélas pas limitative. Encore une fois l'empirisme comme théorie et l'absence de stratégie comme stratégie dénotent ce besoin constant de « conciliation » entre deux lignes contradictoires : un combat réformiste, avec ce que cela implique comme collaboration et alliances, et avec toutes les conséquences quant à « la ligne de masse et à la ligne organisationnelle » ; une violence qui se soumet absolument à la ligne réformiste.

Comment s'affirmer vis-à-vis du Pouvoir comme le grand parti de gauche, le seul interlocuteur valable si des franges importantes échappent à son contrôle, voire décident de leur propre chef de boycotter le scrutin ? Comment enfin justifier sa « différence » par un « socialisme scientifique » au contenu déformé, ne soufflant pas un mot sur le rôle du prolétariat dans la révolution socialiste, n'accordant qu'une position secondaire à la lutte de classe ? « L'Option Révolutionnaire » de Mehdi Ben Barka n'échappe pas non plus à la critique quand il traduit le contenu du socialisme scientifique par « l'exigence de la création d'institutions politiques permettant aux masses populaires le contrôle démocratique de l'appareil d'Etat et de la distribution des richesses ». On le voit, les luttes de classe sont occultées et un abîme sépare l'intention de l'action. Le pouvoir qui n'ignore pas ces carences et ces tares, mène magistralement un jeu dans lequel les partis ne sont que de simples mais néanmoins nécessaires figurants. Battus dans la bataille des subtilités par un adversaire passé maître en la matière, il ne reste plus aux leaders que de tenter de convaincre la base réticente.

C'est ainsi que l'USFP va finalement présenter des candidats dans les huit circonscriptions de la province d'Agadir. Outre les anciens ténors du parti (11) et Bouabid à Agadir, les autres sont de jeunes instituteurs et un

(11) KABBAG, mécène bien connu de M. BOUABID, originaire de Tanger, propriétaire foncier de 300 ha d'agrumes, versé récemment dans l'hôtellerie de haut standing et les affaires (Inezgane) ; AL OUATHIR, véritable permanent du Parti depuis 1953 où il fut assigné à résidence à Taroudant et MOUTAOUAKKIL, vieux militant formé à la médresa des Aït Baamrane sur le territoire d'Ifni alors sous tutelle espagnole ; conseiller politique de l'Armée de libération du sud dont l'influence s'étendait jusqu'en Mauritanie, plus tard élu Président de l'Association des Oulémas du Sous et Directeur de l'Institut musulman de Taroudant fondé après l'indépendance par les populations de cette région grâce à l'impôt islamique sur les fortunes (achour : dixième). Les trois furent respectivement élus en 63 à Biougra, Taroudant-sud et Tiznit.

directeur de société. Le PPS présente des candidats, pour la plupart infirmiers ou cadres de la Santé. Le PI quant à lui sera présent dans toutes les circonscriptions à l'exception de celle d'Aoulouz où un duel va opposer un indépendant, ancien procureur versé récemment dans la profession d'avocat, à l'ancien député de Tiznit USFP. Hormis le parti de l'Action qui met en ligne son co-leader à Taroudant, les autres petits partis sont tous absents dans le Sous.

A l'image de l'ensemble du pays, les candidats sont en majorité jeunes, d'un niveau culturel secondaire et supérieur et appartenant aux classes moyennes. 24 candidats sur 30 ont un diplôme de fin d'études secondaires ou supérieures, (3 avocats, 3 ingénieurs, 1 ambassadeur, 4 infirmiers, 8 instituteurs, 3 fonctionnaires 1 officier de la marine marchande). Une forte proportion de candidats est originaire de la région. Hassan Zemmouri ancien élève du Collège d'Azrou, faisait partie de ces jeunes berbères modernistes qui se sentaient au sein de l'Istiqlal plus proche de Bouabid ou Ben Barka que des bourgeois fassis. Sous-secrétaire d'Etat chargé des élections dans le gouvernement Abdallah Ibrahim (UNFP), il avait joué un rôle important dans la réforme communale. Il avait en outre occupé plusieurs fonctions ministérielles. En 63, alors secrétaire général de la Chambre de commerce de Casablanca, il s'était présenté dans cette ville sous l'étiquette UNFP contre le FDIC. Zemmouri, ministre du Tourisme et de l'Habitat, se présente à Atlas-Aqqa d'où il est originaire dans des conditions d'autant plus faciles que le prestige de la fonction ministérielle s'accompagne d'un certain charisme dans des régions inhabituées à ces honneurs. D'autre part, ses rapports très étroits avec les milieux d'affaires soussis lui seront bénéfiques. Après un bref passage dans sa circonscription, il laissera aux riches émigrés le soin de faire campagne en sa faveur. Salah Mzili, ministre de l'Agriculture brigue le siège de Tafraout, sa circonscription d'origine, berceau de l'émigration commerçante. Inspecteur de l'Intérieur, gouverneur très apprécié de la province d'Agadir bien que de courte durée puisqu'il est nommé ministre des Travaux publics avant de passer à l'Agriculture. Sa nomination au poste de gouverneur d'Agadir fut accueillie très favorablement et perçue comme un geste de bonne volonté du pouvoir à l'égard d'une province longtemps boudée parce que « trop marquée politiquement ». A peine commencés, les projets de Mzili sont enterrés par son successeur. Devant des concurrents de second plan, le ministre est pratiquement assuré de la victoire. Mzili a toujours maintenu des rapports très étroits avec l'arrière-pays et ses acteurs politiques traditionnels. C'est ainsi qu'il va propulser les candidatures de deux notables locaux, commerçants et entrepreneurs. Lofti et Belhbib, candidats à Tiznit et Aït Baamrane, sont l'exemple-type des élites locales qui exercent une influence dans les villages les plus reculés par les espoirs qu'ils suscitent et le modèle incontesté de réussite sociale qu'ils représentent. L'USFP ne présente aucun candidat à Aït Baamrane. Le plus curieux c'est encore le cas de la province de Tan-Tan. Deux sièges y sont à pourvoir : Tan-Tan et Goulimine, deux cités très éloignées l'une de l'autre dans cette contrée désertique. Dey Ould Sidi Baba, ministre des Habous et des Affaires Islamiques, se présente pratiquement seul à Goulimine et le candidat USFP, pourtant commerçant

et secrétaire de section dans cette cité, va couvrir une distance considérable pour aller s'opposer à un riche commerçant indépendant à Tan-Tan. En 63, dans des circonstances presque identiques, le seul candidat dans la circonscription de Tarfaya était un notable mauritanien réfugié au Maroc en 1958. L'union sacrée aurait-elle joué cette fois en faveur de Dey (12) ?

En milieu rural aussi bien que dans les villes, l'intervention des facteurs ethniques et des réseaux de solidarité de groupe sera capitale. Les intermédiaires qui assurent la continuité des systèmes de valeurs auront un rôle prépondérant dans un scrutin où les liens de parenté, les rapports économiques et l'appartenance tribale et géographique se superposent et réduisent les facteurs idéologiques. Aux élections des chambres de commerce de 1960 et aux législatives de 1963, la communauté soussie s'était unanimement prononcée en faveur de l'UNFP pour barrer la voie aux fassis. Cependant, des spécialistes de sociologie électorale avaient remarqué que ce modèle ne s'appliquait pas à Agadir « où les facteurs idéologiques et sociaux étaient associés » (13). Nous verrons à travers deux exemples, l'un en milieu rural et l'autre en milieu urbain, l'importance de la permanence de ces facteurs et leur influence sur l'électorat une décennie plus tard. Les candidatures de Bouabid (USFP) et Ramzi (indépendant) nous permettront de vérifier, à travers la confrontation des facteurs ethniques et idéologiques, l'impact des permanences dans une région à très forte émigration ne manqueront pas de dégager un nouveau paramètre dans l'équation politique marocaine.

B. — LE SCRUTIN

1) *Le scrutin dans la circonscription d'Aït Baha.*

Dans cette quatrième circonscription, quatre candidats représentant le PI, le PPS, l'USFP et le mouvement des indépendants briguent les suffrages des populations berbères de l'Anti-Atlas.

TABLEAU 4
Résultats de la 4^e circonscription

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
PI	207	20	6	86	0	0	24	0	0	2	345
PPS	123	30	2	57	0	0	0	0	0	1	213
USFP	889	59	6	95	0	0	24	0	0	2	1 075
Indép.	10 027	2 000	2 250	4 161	4 455	5 184	3 863	4 227	4 823	2 518	43 508

(12) SMIR BABA Dey Ould, né en 1921; Conseiller au ministère des AE en 58; nommé en 59 Chef de la division Afrique. De 58 à 62, il a participé à plusieurs conférences inter-africaines et a été membre de la délégation marocaine aux 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e et 19^e assemblées générales des Nations-Unies. Ambassadeur, représentant permanent à l'ONU en 61. Ministre au cabinet royal en 67. Ambassadeur à Ryad en 71.

(13) Rémy LEVEAU, *Le fellah marocain, défenseur du Trône*, p. 123.

Observations :

Dans 9 circonscriptions de vote, la représentation des trois partis d'opposition est nulle ou n'atteint même pas le cap de la centaine de voix.

L'USFP, qui en 1963 avait remporté ce siège, est évidemment le grand perdant. Dans la première circonscription de vote Biougra, chef-lieu et petit centre urbain aux liaisons fréquentes avec Agadir et Inezgane (souks, foires, main d'œuvre, etc.) l'USFP fait le plein de ses voix. Par contre dans l'arrière-pays montagneux « le paysan marocain reste défenseur du trône », pour reprendre l'expression de Leveau. Quant à l'Istiqlal et au PPS ils ont tout simplement le mérite d'exister. 213 voix ne sont jamais négligeables pour un PPS d'implantation récente dans cette région.

En fait l'USFP n'a pas vraiment préparé ce scrutin. Les dissensions internes déjà évoquées interviennent pour 90 % dans cette situation : candidature de dernière minute et campagne laissée à la discrétion de quelques instituteurs ou directeurs d'école d'Aït Baha. Le candidat est conseiller municipal à Agadir et président régional du syndicat de l'enseignement. Il n'est pas connu dans la circonscription.

Moins connu dans la circonscription, le candidat PPS est un jeune cadre de la Santé à Agadir (14) qui s'est appuyé sur un petit réseau d'infirmiers pour animer et organiser sa campagne. Par contre, l'Istiqlalien est beaucoup plus connu localement. Ecrivain public au voisinage du tribunal d'Agadir, on le surnomme « l'avocat ». Originaire d'Aït Ouadrim, sa « fonction juridique » lui accordait un certain crédit dans la circonscription.

Le candidat élu, Nadhifi, fait partie des nouvelles élites soussies de la période post-indépendante du pays. Originaire du douar d'Asgherkis des Ida ou Gnadhif, il a émigré à l'âge de quatre ans avec son père à Casablanca où il a suivi des études coraniques, primaires et secondaires. Diplômé de l'INSEA, il a suivi un cycle supérieur de gestion avant d'accéder aux plus hautes sphères de l'administration jusque-là réservées aux élites d'autres régions plus favorisées sur le plan culturel. Pour parfaire sa formation, il est envoyé au Manpower Institute de Washington pour suivre un stage sur l'emploi et la planification, à Berlin pour un stage similaire sur la formation professionnelle et enfin à la CEA de Tanger sur la planification. Responsable du service de l'emploi et des salaires au Plan de 65 à 68, il est détaché au ministère du Travail pour se charger du bureau des études et statistiques jusqu'en 73 où il sera chargé de mission auprès du Premier ministre dans le secteur des activités économiques et particulièrement le problème des prix jusqu'au 14 octobre 1977.

Dans sa campagne, il mettra l'accent sur les problèmes économiques de la région et la nécessité de former des cadres capables de faire bénéficier ces provinces délaissées d'un certain nombre de projets. « Les élus de 1963, intégrés dans des groupes politiques, ne faisaient que la politique de

(14) Il est curieux de constater à quel point des facteurs personnels interviennent sur les appartenances politiques. Presque tous les candidats PPS aux Communales et aux Législatives sont infirmiers ou cadres de la Santé. Othman AKELAI, médecin-chef provincial, est un membre influent du Parti du progrès et du socialisme.

leurs formations. Tout ce qui a été réalisé, déclare le jeune député, l'a été par les émigrés (pistes, désenclavements, écoles, etc.). Les Soussis de Casablanca Mohammedia et Rabat vont reconstituer des alliances pour faire front au groupe extérieur représenté par Bouabid et ses amis. Les intentions traditionnelles locales représentées par un riche membre de la famille des Aït Mzal, président indépendant de la commune d'Aït Baha, seront dissuadées au nom de l'intérêt général de la communauté. La langue de la campagne électorale est le berbère (tachelhit), ce qui constitue un sérieux handicap pour ceux qui ignorent cette langue, ou qui refusent, par principe, de l'utiliser dans le débat politique. A quel titre un parti politique sérieux peut-il se permettre d'ignorer les spécificités et les particularismes d'une région et traiter ceux qui défendent une certaine idée régionaliste, de « nostalgiques du dahir bédouin » ? L'USFP refuserait-elle aux Soussis ce qu'elle reconnaît comme spécificités à d'autres provinces (15) ?

« Etre indépendant est très significatif dans une région où les populations étaient toujours engagées » nous a déclaré le jeune député. La résistance à la pénétration coloniale jusqu'en 1936, le mouvement nationaliste et l'armée de libération font des soussis des militants très recherchés par les partis politiques. L'Istiqlal d'abord, l'UNFP ensuite après la scission et l'USFP aujourd'hui essaient de compter sur ce créneau. Politisés et toujours prêts à aller de l'avant, ils ont reçu des contrecoups importants ». Une certaine désaffection des partis politiques se traduit ici par le faible score obtenu dans cette zone située au cœur de l'Anti-Atlas et dont les émigrants commerçants avaient constitué par le phénomène de solidarité de groupe cher à Ibn Khaldoun, une barrière infranchissable devant leurs rivaux istiglaliens lors de l'élection des chambres de commerce de 1960. Ce réflexe qui avait profité à l'époque à l'UNFP se retourne aujourd'hui contre les partis au nom de l'appartenance ethnique et géographique (16).

2) *Le scrutin dans la circonscription d'Agadir.*

Au-delà du duel Bouabid-Ramzi qui a retenu l'attention des observateurs nationaux et internationaux, l'élection d'Agadir fait figure de véritable symbole pour les deux protagonistes. A travers Agadir, c'est l'avenir politique de l'ensemble soussi qui est en jeu. Pour M. Bouabid c'est non seulement la consécration nationale, mais aussi l'unité du parti et l'affirma-

(15) *Al Mouharrir* n° 589 du 16 avril 1976 : « Le Sahara a été — et sera toujours — marocain. Cependant, au Sahara, il y a une réalité historique, géographique, économique et sociale qui ne peut être ignorée. Sauf pour ceux qui veulent faire la politique de l'autruche (l'Istiqlal) la vie sociale, économique et humaine au Sahara constitue une réalité spécifique... ils constituent une unité dans la pluralité et une pluralité dans l'unité. »

(16) Certes, les interventions de l'administration ne sont pas écartées. Cependant, il faut tenir compte du phénomène politique de base de ces régions depuis l'émigration. Les émigrés riches ont un prestige supérieur à celui du réseau administratif local. Aux élections de 1963 les pressions de l'administration trouvaient leurs limites dans la tradition d'émigration des ruraux et dans les contre-pressions que leurs relations urbaines pouvaient faire jouer. Mekki NACIRI alors gouverneur ainsi que certains responsables locaux avaient été destitués après l'échec des candidats du FDIC dans le Sous. L'esprit de corps avait joué à fond à l'époque pour l'UNFP. A partir de l'été 1963, la crainte d'être entraînés trop loin dans l'opposition et une certaine sollicitude du pouvoir les amènent à des compromis.

tion de l'appartenance USFP du Sous. Pour M. Ramzi, « le Sous a produit et continue de produire ses hommes. Après avoir longtemps appartenu aux autres, il est temps que le leadership appartienne aussi aux soussis. Le Sous participe pour une large part au développement du pays grâce à la dynamique et à l'esprit d'initiative qui a toujours caractérisé cette région. Mais sa représentation politique est loin d'être à l'image de sa représentation économique. Il est temps que cette région s'exprime à travers sa constance politique : des hommes dont beaucoup ont participé à la résistance de 1934 et qui participeront à celle des années cinquante, sa constance géographique : le Sous, avec ses corollaires : les coutumes, la langue, l'histoire ».

Outre le fait que Bouabid soit « parachuté », M. Ramzi, Soussi d'origine, bénéficie de l'avantage d'avoir travaillé dans le social comme médecin-chef de la province d'Agadir et de Tarfaya pendant deux années au cours desquelles des progrès importants ont été enregistrés sur le plan de la gestion hospitalière, du relèvement du niveau des rendements des personnels de la santé et de la lutte contre la corruption. En tant que ministre de la Santé, cette province a bénéficié de la mise en place de l'infrastructure sanitaire et hospitalière : école des diplômés d'Etat, équipements hospitaliers à Agadir, Inezgane, Ifni, Bouizakarne, Tan-Tan.

D'autre part, un certain nombre d'atouts d'ordre historique et sociopolitique sont également à l'actif du candidat (17). Médecin, ministre, ambassadeur sont des atouts de taille dans une région où s'affirme l'existence de la note tribale. Depuis l'indépendance, il est le premier ambassadeur soussi dans l'histoire du Maroc dans une région qui n'est guère accoutumée à l'accession de ses élites aux responsabilités supérieures de l'Etat. Ces éléments constitutifs d'un courant favorable à la candidature de Ramzi devaient être ignorés ou échappaient aux formations politiques qui considéraient les partis comme des systèmes en dehors des données ethniques et géographiques locales. La notion d'appartenance à l'ethnie va incontestablement passer avant celle de l'appartenance au parti. Le Sous qui est demeuré longtemps à l'écart de la participation politique eut l'occasion de s'exprimer à travers ses appartenances.

(17) Etudiant en médecine, il avait rejoint l'Armée de libération du sud en juillet 1957 entre Goulmine, Aqqa Tata et Foun Zguit aux côtés de Mbarek MANAR et Dda OMAR sous le commandement de BEN HAMMOU. Médecin, il aida dans le cadre de la Santé à la réintégration de l'Armée de libération en avril 1960 à Tiznit. Son père, petit commerçant, a été une des boîtes aux lettres et l'un des dépositaires d'armes de Casablanca. Sa demeure sise à derb Chorfa était connue des résistants que furent BEN SAID (condamné à mort, en exil), Brahim ROUDANI, Cheikh EL-ARAB, MANSOUR, KHANBOUBI, Abdellaziz EL-MASSI et d'autres dont celui qui devait être le beau-père du candidat, Hadj Hmad OUGBOURT AS-SOUSSI qui aux côtés de BEN BARKA, Hassan LA'REJ, présidait à la coordination et à la collecte d'armements. Hadj Hmad, commerçant et aîné des commerçants de l'alimentation de Rabat, fait parvenir dès 1940 3 pistolets de Tunisie dans une livraison de raisins secs, en vue de suggérer à Moammed V par l'intermédiaire de Moulay Hachem EL ALAOUI, actuellement chargé du bureau des pétitions à Rabat, que le seul moyen d'obtenir l'indépendance, c'est celui des armes. Ces armes ne serviront qu'après la déposition du Roi. Le beau-père du candidat, animateur de la Résistance et de l'entraînement et du maniement de armes à la ferme de l'Oued Beht fut arrêté en 1955 après les attentats de Marrakech avec Hamman EL FETOUAKI et condamné à mort.

a) *La leçon des municipales.*

Les municipales ont montré la carence des indépendants sur le plan de l'organisation et de la tactique électorale. Inorganisés, nombreux et souvent concurrents, ils ont laissé le champ libre aux candidats de l'USFP qui ont emporté l'élection à la majorité relative (18). Les candidats indépendants des municipales devenaient des alliés pour les consultations législatives et constituaient un état-major qui devait couvrir toute la ville et ses annexes : Tikiouine et Tamri. La tactique fut celle-ci : une action selon une ligne horizontale géographique par quartiers et groupes d'habitations avec un responsable par 15 habitants; une seconde action suivant une ligne verticale par corporation de métiers ou groupes de fonctions : épiciers, artisans; un troisième paramètre enfin : les tribus. La caution devait passer par une personnalité écoutée et respectée par les éléments appartenant à une tribu et vivant à Agadir et aux environs (Ida Ou Gnadhif, Amneln, Oulad Bousba' etc.). De cette manière la couverture devait être approximativement réalisée. En ce qui concerne Tamri et Tikiouine, l'USFP est pratiquement inexistante. Le taux de participation électorale devait constituer un apport susceptible de faire fléchir la balance.

TABLEAU 5
Résultats dans l'ensemble des bureaux

Bureau de vote	Ramzi	Bouabid	Bureau de vote	Ramzi	Bouabid	Bureau de vote	Ramzi	Bouabid
1	358	74	15	462	141	29	264	127
2	310	104	16	331	95	30	232	79
3	555	176	17	585	9	31	366	105
4	431	224	18	364	97	32	621	21
5	328	126	19	236	139	33	424	205
6	461	30	20	490	236	34	363	100
7	524	101	21	413	197	35	369	89
8	260	141	22	367	201	36	467	104
9	391	146	23	549	198	37	568	222
10	453	265	24	513	17	38	411	183
11	326	185	25	358	123	39	300	152
12	491	232	26	388	132	40	314	184
13	258	104	27	444	174	41	339	188
14	266	123	28	348	94	42	364	157

2 - *Les annexes :*

Tikiouine		Tamri	
Ramzi : 10.549	Bouabid : 395	Ramzi : 8 097	Bouabid : 93

Le rôle de la femme n'a pas été sous-estimé, soit au sein des organisations féminines soit en dehors d'elles.

(18) *Al Alam* du 13 juin 1977 demande dans un éditorial « aux théoriciens », de l'USFP de réviser les statistiques électorales, particulièrement celles d'Agadir qu'ils considèrent comme leur propre zone d'influence. Ils découvriront que leur main mise sur la municipalité n'a été que le résultat d'une maigre majorité relative très proche en voix de celles recueillies par leur candidat aux législatives. Voir également l'Opinion des 11 et 12 juin.

Contrairement à M. Bouabid, le candidat indépendant devait être présent pendant toute la campagne et les contacts étaient constants dans les maisons et dans les rassemblements par petits groupes. Les meetings ne devaient être que des éléments de démonstration et non d'endoctrinement, et ne devaient se tenir qu'après que ceux des adversaires se fussent déroulés, et ce, pour faire le choix d'une tactique pour l'action psychologique opportune. Ces meetings devaient être le plus proche possible du jour du scrutin afin de mettre en relief le rapport de force.

Du côté opposition, la campagne était très réduite. Bouabid n'a consacré que très peu de temps à l'ensemble de cette région. Mobiliser pendant vingt quatre heures un leader national dans une province est un luxe que bon nombre de leaders n'ont pu s'offrir. Bouabid l'a fait, mais ce n'était pas suffisant pour un candidat dont la personne n'est pas connue des couches sociales appelées à se prononcer. Sa campagne s'est limitée à trois interventions publiques, l'une à Agadir et les deux autres à Tiznit et à Taroudant. Dans l'ensemble, il a rappelé les grands thèmes développés par le parti avec toutefois une note plutôt maladroite visant à stigmatiser « les nostalgiques du dahir berbère et les diviseurs du pays ».

Le Sous a également eu sa part de la polémique engagée entre l'USFP et l'Istiqlal sur l'origine des fonds qui servent à alimenter la campagne électorale (19). S'il paraissait « normal » que les indépendants fussent soutenus par des grandes fortunes, il semblait « anormal » que M. Bouabid, socialiste, fut l'allié de M. Kabbaj, « milliardaire socialiste au train de vie faste, propriétaire terrien versé récemment dans l'hôtellerie ». Kassimi, candidat indépendant à Inezgane contre Kabbaj, n'hésite pas à mettre en garde les électeurs contre « celui qui, d'une manière ou d'une autre, a usurpé la plus grande partie des terres exploitées jadis par les colons étrangers, et qui veut usurper vos voix par la magie des mots d'ordre luisants et de l'opportunisme politique (20) ».

b) *Les limites à l'action de M. Bouabid.*

Bouabid n'est pas connu à Agadir en tant que personne, il ne parle pas le chleuh et ne peut donc pas s'adresser à travers cette langue aux populations de cette région. Sa très courte campagne ne lui a pas permis de se faire connaître en se rendant auprès des différentes couches sociales susceptibles d'être convaincues par ses arguments. La grève de l'enseignement déclenchée pendant la campagne électorale « fut une erreur de tactique » largement exploitée par les indépendants : « on ne fait pas une grève de 48 heures pour tester la solidité des rangs, et surtout dans une période d'exams. On brade l'enseignement, on sacrifie nos enfants ». A Agadir, l'effet de cette grève fut la mobilisation de lycéens, futurs bacheliers, dans des comités de soutien au candidat indépendant. Les parents appartenant aux classes moyennes, habituellement clients de l'USFP furent déroutés par cette action jugée « inopportune et politique ».

(19) L'Istiqlal et l'USFP s'accusent mutuellement d'être à la solde de l'Irak et de l'Arabie Séoudite.

(20) Tract diffusé par KASSIMI à Inezgane.

D'autre part, cette campagne était l'occasion de retrouvailles autour du seul thème qui devait jouer et emporter le suffrage : le Sous. Le commentaire de l'événement, versifié et mis en musique par des orchestres locaux, constituait un élément non négligeable de ces retrouvailles. Cette fibre revêtait une importance telle qu'elle n'a pas manqué d'entraîner dans son sillage des militants USFP eux-mêmes. Un membre du conseil municipal d'Agadir, jeune professeur et militant USFP, n'a pas hésité à soutenir Ramzi contre Bouabid. « Nous n'avons rien à reprocher à Ramzi » nous a-t-il déclaré (21). Rarement une élection n'aura suscité autant de remous. Toute la classe moyenne soussie de Casablanca et Rabat s'est mobilisée et s'est jetée corps et biens dans la bataille. Les réseaux de solidarité de groupe vont rapidement se constituer et faire front à M. Bouabid.

c) *Les limites nationales.*

L'avenir électoral de Bouabid était posé à l'échelon national. Les sections d'Agadir et de Taroudant sont considérées parmi les dures et les rares à critiquer le comportement des leaders de Rabat et Casablanca. Ces critiques vont du boycott électoral à la condamnation de certaines manœuvres ou tactiques jugées politiques et inacceptables (participation de Bouabid à la commission ministérielle chargée du contrôle des élections, ministère d'Etat, etc.). Dans les dix premiers jours de mai, une réunion eut lieu entre Bouabid et certains responsables des sections du Sous. Les bruits et rumeurs qui circulaient à ce moment-là faisaient état d'une imminente scission. Finalement dans un ultime geste de récupération, Bouabid proposa à ses amis d'aller lui-même se présenter à Agadir. Ce fut un double défi : à la fois à ceux qui pensaient que le parti a fait des concessions sur sa ligne politique, et à l'administration qui n'ignorait pas les difficultés que rencontrerait le candidat dans une région qui n'était pas sienne. Il eut été sans doute facile à Bouabid d'emporter l'élection à Salé où il est connu et où ses amis ne manquent pas, qu'ils appartiennent ou non à l'USFP.

Des sondages devaient apporter des éléments d'informations supplémentaires sur le comportement des électeurs à l'égard des candidatures en présence. Cette embarrassante situation va donner lieu à de curieuses tractations. Bouabid, personnalité nationaliste bien connue, devait avoir sa place au parlement; personnalité de gauche, elle devait siéger à l'assemblée législative et peut-être plus tard au gouvernement au nom d'un équilibre et surtout en cette période d'union nationale. Mais le problème étant posé, il fallait trouver des aménagements ou des compromis avant les inscriptions. Plusieurs sources d'information, dont l'organe des milieux financiers, ont relaté l'événement. Par un phénomène de poussée, Kabbaj, candidat USFP d'Inezgane, serait sacrifié ou s'inscrirait dans une autre circonscription. Ramzi irait à Taroudant ou Inezgane et Bouabid se présenterait à Agadir face à un candidat indépendant de faible envergure. Il

(21) ACHENGLI, militant politisé, refuse la discipline du parti quand elle veut mettre en balance deux candidats : un leader du parti et un non moins leader de la personnalité soussie, de son particularisme et sa piété. C'est une cornélienne situation où je n'en connais pas !

semble que ces tentatives aient échoué. Mais le simple fait qu'elles existent prouve que M. Bouabid commit l'erreur du choix, et que l'administration était réellement désireuse de l'aider à Agadir comme elle l'a fait pour M. Yata, leader du PPS, et certains istiglaliens.

Les indépendants d'Agadir semblaient informés, car dans cette atmosphère de surexcitation électorale, l'information la plus cachée peut être d'une utilisation radicale. C'est ainsi qu'on semblait craindre à Agadir que M. Bouabid passât au nom de la raison d'Etat par le moyen de certaines facilités de l'administration. Il fallait donc faire la démonstration de l'impossibilité de cette alternative. Un grand meeting eut lieu le dernier jour de la campagne pendant lequel toute la ville ferma boutique et se dirigea vers le rassemblement du candidat indépendant. Les élections de 63 qui avaient donné lieu à la victoire de l'UNFP, semblaient avoir entraîné le Sous dans une longue disgrâce. Les populations n'ont pas oublié le genre de gouverneurs qui se sont succédés à Agadir et le peu d'équipement ou d'intérêt dont a bénéficié cette région depuis, hormis les quelques privilégiés qui ont largement profité des appuis et des circuits. La candidature de Bouabid effraya l'opinion de la région qui voyait dans son éventuel succès les augures d'une nouvelle disgrâce. Les conflits latents entre l'USFP et l'UMT ont automatiquement entraîné la centrale à reporter les voix de ses adhérents locaux sur la candidature de Ramzi. D'autre part, le développement rapide de la classe moyenne, sa croissance et ses tendances vers un capitalisme islamique qui ne serait pas pour autant une variante de l'éthique protestante, sont autant de facteurs favorisant la coupure avec l'USFP. Les résultats dans l'ensemble des circonscriptions démontrent cette coupure et donnent des signes de rapprochement avec le mouvement indépendant. C'est ainsi que le candidat indépendant d'Inezgane est élu avec 34 101 voix contre 2 586 pour l'USFP, 392 pour le PI et 257 pour le PPS. A Aït Baha le score particulièrement élevé obtenu par le candidat indépendant (53 508 contre 1 075 pour l'USFP, 345 pour le PI et 213 pour le PPS) permet de mesurer l'ampleur du virage opéré dans le Sous. Cependant l'écart très grand entre les résultats des indépendants et ceux des partis, s'explique par la très grande distorsion entre les voix des cités et celles des centres ruraux habilement associés par la magie des découpages pour barrer le chemin aux partis et à l'USFP particulièrement. Toutes les circonscriptions étudiées présentent cette caractéristique favorable aux indépendants. Ce sont surtout les voix des centres ruraux où les facteurs idéologiques sont absents qui permettent de faire pencher la balance en faveur des indépendants. C'est ainsi que les 13 651 inscrits de Biougra, centre urbain de la circonscription d'Aït Baha, se trouvent noyés dans la masse des 37 352 inscrits de Taskdoulit Toufelaez, Aït Abdallah, Ida ou Gnadhif, Asads, Tanalt etc. D'autre part le taux de participation très élevé dans les zones rurales généralement défavorables aux partis, explique également le « trop plein » du candidat indépendant et le score insignifiant des candidats partisans. Sur 5 375 inscrits à Targa Ntouchka (Aït Baha), 5 210 se sont exprimés avec 26 bulletins nuls seulement. Parfois, il n'y a même pas de bulletin nul comme à Toufelaez (4 227 exprimés/4 227) ou à Aït Abdallah (4 823/4 823). Toutes les circonscriptions du Sous se présentent

suivant le même modèle : Taroudant, centre urbain, aligne 9 651 électeurs contre 31 586 des annexes rurales. Le candidat du Parti de l'Action recueille 35 955 voix sur 37 950 exprimées. A Aoulouz l'élu indépendant totalise 51 471 voix sur 51 801 exprimées. Les incidents et les abus des autorités locales étaient tels dans ces deux circonscriptions que les candidats USFP difficilement convaincus, voire « forcés » par Bouabid de se présenter, se voyaient contraints de se retirer le 1/6/77 (22).

Les circonscriptions de Tiznit, Tafraout et Aït Baamrane, anciens îlots de l'armée de libération présentent un écart parfois très élevé entre les voix exprimées et celles recueillies par les indépendants. L'impact de l'Armée de libération demeure très vivace chez certaines populations de ces zones et particulièrement à Aït Baamrane. C'est ainsi que l'indépendant ne totalise que 27 914 voix sur 33 232 exprimées et à Tiznit la proportion est encore plus élevée puisque l'indépendant n'obtient que 21 056 voix sur 32 835 exprimées. Là encore ce sont les voix des annexes qui permettent de faire pencher la balance à la défaveur des partis. N'oublions pas qu'à Tiznit l'USFP et apparentés avaient remporté l'élection municipale avec 12 sièges sur 15. Par contre à Atlas Aqqa Hassan Zemmouri ne risquait pas de perdre une circonscription où toutes les communes sont tenues par des indépendants. C'est ainsi qu'il bat tous les records en recueillant 26 277 voix sur 26 351 exprimées.

Dans l'ensemble, la victoire des indépendants s'explique par la multiplication de plusieurs facteurs décrits précédemment, découpage, émigration, poids politique des classes moyennes, fibre régionale etc. Par contre la victoire de deux istiglaliens à Oulad Taïma et Massa ne peut s'expliquer que par la volonté politique des gouvernants d'assurer un certain rééquilibrage au profit du PI. D'ailleurs les candidats indépendants malheureux dans ces deux élections ont retrouvé leurs sièges par le truchement du suffrage indirect.

CONCLUSION

L'évolution socio-économique du Sous grâce à un type particulier d'émigration interne orientée vers des activités commerciales, ne pouvait que rapprocher du Trône la classe moyenne engendrée par ce type d'émigration. D'autre part, l'influence politique de tous ceux qui facilitent cette émigration et qui détiennent les ressources, maîtrisent et monopolisent les différents circuits, est considérable dans une région à arrière-pays pauvre et montagneux. Ce sont eux qui savent mobiliser le soutien le plus large et le traduire, le moment venu, en comportements politiques grâce aux rapports constants qu'ils entretiennent avec cet arrière-pays en tant que dispensateurs de ressources. Ces rapports économiques et sociaux ont révolutionné le système économique et social dans cette région. « Nous

(22) *Al Mouharrir*, n° 953 du 1/6/77.

remplissons les cités et nous vidons les vallées, disent les Soussis, les cités peuvent disparaître, mais nos vallées resteront ».

La permanence d'un type de rapport patrons-clientèle a très largement joué en faveur des indépendants. Ce facteur n'a pas suffisamment été pris en considération par les partis et particulièrement par l'USFP à qui ce type de rapports avait profité lors de la scission de 1959 et qui s'était traduit politiquement lors des élections communales, législatives ou des chambres de commerce dans l'ensemble du pays. Comment justifier les « falsifications » dans le Sous sans les mettre en parallèle avec les « régularités » de Fès où les candidats USFP ont été élus aux dépens de l'Istiqlal ? Pourquoi, alors que la volonté de falsifier était manifeste chez les autorités dans le Sous aux législatives de 1963, l'UNFP avait remporté à une très large majorité l'élection ? Ces erreurs tactiques seront-elles dénoncées et suivies d'une autocritique sérieuse lors du futur congrès de l'USFP ?

La méconnaissance de la réalité politique et sociale du Sous par les autorités locales s'est traduite par une répression aveugle et maladroite, néfaste aux tentatives d'intégration politique souhaitée par les gouvernants, surtout en cette période d'union nationale. Les autorités locales ont tout fait pour dénaturer cette tentative d'intégration en poussant à bout les militants qui doutaient à juste titre du processus démocratique. Loin de leur permettre de faire bonne figure et de réduire les contradictions internes violentes qui secouent leur parti, les agissements de l'Administration vont au contraire donner à l'aile radicale des raisons supplémentaires de douter de « la démocratisation des institutions » et d'en contester la légitimité. Les jeux resteront faussés et la direction du Parti n'aura pas d'autre choix que d'imposer sa volonté à la base et à la jeunesse USFP au risque de l'éclatement du mouvement et à l'aventure. Les conclusions du congrès tenu en décembre 1978, loin d'infirmar cette hypothèse, ne font au contraire que la confirmer.

Mohamed BENHLAL.